

Réau, le 22 Juillet 2026

L'ouverture imminente du QLCO suscite des interrogations légitimes de la part du **bureau local UFAP UNSa Justice**. Alors que l'administration semble déterminée à respecter les délais, il est crucial de se demander **si toutes les conditions de sécurité et de fonctionnement seront réunies le jour J.**

1. L'AFA : une sécurisation encore inachevée

La sécurisation de l'AFA a seulement commencé. **Sera-t-elle totalement finalisée avant l'ouverture de ce quartier SPECIFIQUE ET SENSIBLE ?** Il est inacceptable que l'ouverture se fasse sans garantir des conditions de sécurité optimales pour le personnel. **Le bureau local UFAP UNSa Justice** exige donc **qu'aucune ouverture du QLCO n'ait lieu tant que les travaux de sécurisation ne seront pas achevés.**

2. Une faille persistante dans la sécurité périmétrique

Lors de la réunion multilatérale du 7 juillet 2026, **le bureau local UFAP UNSa Justice** a alerté la DGAP sur une faille majeure concernant la sécurité périmétrique de l'établissement. Il est de notoriété publique, qu'**une partie de l'établissement, dont le QLCO, est bordée par une butte de terre. Celle-ci permet à quiconque se trouvant à l'extérieur d'avoir une vue directe sur l'enceinte de l'établissement et le parking des personnels.**

Bien que des brise-vues aient été installés autour du parking des personnels, cette mesure perd de son efficacité depuis cette butte accessible à tous, permettant à des individus de repérer des véhicules, de relever des plaques d'immatriculation et même de dégrader les biens des personnels, comme cela a été constaté lors des événements de mai 2024.

La DGAP avait promis de se rapprocher de la DISP de Paris pour examiner cette problématique.

Le bureau local UFAP UNSa Justice attend maintenant des actions concrètes, sans que des économies ne soient faites sur la sécurité de nos collègues.

3. Un organigramme révélant ses limites

L'effectif actuellement prévu soulève de sérieuses inquiétudes.

En journée, l'organigramme prévoit 1 brigadier-chef et 11 agents.

Cette organisation ne permet pas d'assurer une présence suffisante des brigadiers-chefs pour garantir une véritable continuité de service ainsi qu'une transmission efficace des informations. Pour rappel, le Quartier Maison Centrale fonctionnait avec 2 brigadiers-chefs en journée.

En service de nuit, l'organigramme prévoit 1 brigadier-chef et 2 agents.

Dans cette configuration, les deux agents effectuent des rondes toutes les deux heures tandis que le brigadier-chef reste au PIC pour assurer les ouvertures de portes et répondre aux interphonies.

Que se passera-t-il en cas d'ouverture urgente de cellule pendant la nuit ?

Le bureau local UFAP UNSa Justice demande donc à la DGAP de revoir sa copie en créant :

- **1 poste supplémentaire de brigadier-chef**
- **1 poste supplémentaire de surveillant de nuit, afin d'assurer la tenue du PIC et permettre au brigadier-chef d'exercer pleinement ses missions d'encadrement**

Le bureau local UFAP UNSa Justice reste vigilant !

La sécurité de nos personnels, la cohérence des effectifs et la protection de notre établissement doivent être des priorités absolues.

Nous resterons mobilisés et continuerons d'interpeller la DGAP tant que toutes les garanties ne seront pas fournies.

Le bureau local